Quelles attitudes existent face aux islamistes radicaux ?

I - L'islamisme radical et ses stratégies

Radiographie du djihadisme

Quelques jours après l'attaque du Thalys entre Amsterdam et Paris, le 21 août, la publication du dernier numéro de la revue *Questions internationales,* consacré au djihadisme, trouve une résonance particulière en portant un regard complet sur sa nouvelle géographie et sociologie. Réputée pour son sens pédagogique et appréciée des lecteurs pour ses éclairages (cartes, glossaire, chronologie), son sens de l'ouverture et la variété des angles traités, *Questions internationales* fait le point sur la menace terroriste qui pèse sur l'ensemble de la planète, les Etats stables ou faillis, les sociétés démocratiques ou autoritaires.

Elle s'ouvre notamment sur les profils des candidats au djihad. Qu'il s'agisse d'individus issus des théâtres classiques de guerres (Asie, Proche-Orient, Afrique), de fils d'immigrés établis dans des pays riches, notamment la France et les Etats-Unis, ou encore de convertis à l'islam en Occident, la mobilisation sociale en faveur du terrorisme islamique est loin de se tarir, constate Serge Sur, rédacteur en chef de la revue.

Les publications sur le djihadisme ne manquent pas. Chacune tente avec plus ou moins de réussite d'apporter des réflexions nouvelles sur ce fléau. Si la plupart d'entre elles se contentent de privilégier un angle (la stratégie terroriste ou l'antiterrorisme) pour essayer de comprendre la montée en puissance de cette menace, Serge Sur et son équipe proposent un tableau exhaustif de l'islamisme radical sans a priori : la géopolitique du djihadisme avec la contribution du chercheur Denis Bauchard ; les explications sociologiques du phénomène, dont celle de Samir Amghar, professeur à l'Université libre de Bruxelles ; la nébuleuse djihadiste avec les analyses de l'ethnologue Philippe Migaux et de la politologue Myriam Benraad ; sans oublier la réponse politique et sécuritaire des Etats avec les appuis de Maud Quessard-Salvaing, experte de la civilisation nord-américaine, et de Philippe Delivet, spécialiste de l'Union européenne.

A noter également les réflexions de deux spécialistes du terrorisme en France, Jean-François Daguzan et Jean-Luc Marret, chercheurs à la Fondation pour la recherche stratégique, le premier sur l'ambiguïté des politiques de certains Etats musulmans, le second sur le rapport espace-temps à part du djihad.

Si le djihadisme semble être analysé sous toutes ses coutures, la revue reste prudente dans ses conclusions. Malgré les politiques sécuritaires des Etats, *" une stratégie de lutte contre le* - d - *jihadisme reste à inventer "*, constate Serge Sur.

L'exercice est plus que difficile, car pour combattre une " cause " qui transforme des individus plus ou moins socialement intégrés en zombies prêts à frapper n'importe où et n'importe quand, la réponse exclusivement policière ou militaire est insuffisante. On vient d'en avoir le cœur net avec un carnage évité de justesse, grâce à la seule intervention courageuse de passagers…

Gaïdz Minassian

L'Etat islamique mène une stratégie spéciale d'organisation du djihad en Europe

Pour les services de renseignement, la lutte contre le terrorisme passe par une meilleure compréhension du phénomène d'exploitation des diasporas par les réseaux djihadistes

Parfois, la chance et le courage comptent. On vient de le voir avec ces passagers qui ont empêché un potentiel attentat. Pour autant, comme à chaque fois, des leçons sont à tirer de cette tentative qui est représentative à plus d'un titre de la

réalité des pratiques djihadistes. D'abord, elle est plutôt un échec au regard de la létalité éventuelle des armes et munitions qui auraient pu être mises en œuvre. De ce point de vue, il est à craindre que certains en Syrie en tireront des conséquences opérationnelles.

Ensuite, il semble que cette action soit logique. Elle est une simple extrapolation de diverses caractéristiques et contraintes du djihadisme contre l'Europe occidentale : justifiée par une dizaine d'années préconisant la formation de groupes réduits et à peu près autonomes, voire l'action individuelle improvisée, elle s'en prend à des cibles faciles comme l'industrie touristique hors d'Europe ou les foules non protégées en Europe.

démoder le djihadisme

D'un point de vue sociologique, le principe de réalité oblige également à constater que les attentats récents ou tentatives d'attentat – connus ou non du public – n'ont pas été essentiellement commis par des convertis. Il me semble ainsi, si l'on parle de prévention, et l'on doit le faire, que la contre-narration devrait être un objectif fondamental et de long terme parmi toutes les composantes des populations européennes.

Pour autant, démoder le djihadisme et pour tout dire le ringardiser, puisqu'il relève ces temps-ci d'une sorte de " culture pop " alternative, demandera un effort non pas de quelques années, mais de plusieurs législatures (l'unité de temps parlementaire qui seule importe en démocratie) – y compris parmi les diasporas musulmanes.Ici, les expérimentations préventives pratiquées à l'étranger obligent à dire que la société civile est en général plus efficace que l'Etat.

On rappellera que, dans le fantasme djihadiste tel qu'il apparaît dans la lecture de la propagande de l'Etat islamique, il y a, sinon un plan, du moins la description sûre d'elle-même et bien faite pour mobiliser par son extrême naïveté, d'une temporalité qui doit amener une sorte d'Armageddon, y compris en Europe, et qui instaurera à Rome, *" capitale des croisés ",* la domination du califat.

Ainsi, les djihadistes nous disent clairement que le retour depuis la Syrie des combattants européens s'accompagnera de la production ici ou là – si rien n'est fait – de textes dans des langues européennes justifiant l'organisation du djihad sur le sol européen, non pas pour soutenir des conflits à l'étranger comme hier l'Algérie ou la Tchétchénie, mais pour propager leur vision du monde sur ce continent.

Si cette volonté relève de la rêverie pure et simple qu'un échec politico-militaire de l'organisation Etat islamique balayera bien vite, elle devrait nous obliger à ne pas être naïfs, ni d'ailleurs politiquement corrects sur l'évolution perceptible de cette microcommunauté des djihadistes en Europe occidentale.

En effet, le problème n'existe quasi pas en Europe de l'Est (pourquoi n'y a-t-il qu'une petite dizaine de djihadistes slovaques répertoriés en Syrie, alors que des familles entières partent chaque semaine ou presque de France, de Belgique, des Pays-Bas ou du Royaume-Uni ?).

Il n'existe pas non plus aux Etats-Unis, où il est frappant de constater combien les problèmes terroristes du jour sont considérés comme caractéristiques de ce qu'est l'Europe aujourd'hui. Il serait ainsi bon d'avoir à titre préventif une approche diasporique. La sociologie des diasporas a observé que de nouveaux arrivants dans un pays ne coupent pas tous les liens avec leur pays d'origine, et cela sur plusieurs générations (selon une logique oscillant entre attraction et répulsion).

Ainsi, quand un conflit se déroule dans un lieu symboliquement important – comme aujourd'hui en Syrie –, des réseaux d'individus se mobilisent de plusieurs manières pour y prendre part (pour ou contre telle organisation ou opinion, solidarité humanitaire, soutiens familiaux, voire participation aux combats).

C'est d'autant plus vrai ici que les apprentis djihadistes sont des internationalistes dans l'âme. In fine, nos diasporas souffrent de plusieurs manières de cette situation : violences antidiasporiques ou antireligieuses, essentialisme, amalgames et victimisation, perte de proches radicalisés ou morts pour le djihadisme.

Enfin, et c'est le plus important dans l'immédiat, une comparaison historique avec des attentats sur le sol français montre une constante opérationnelle inquiétante : l'augmentation de la puissance de feu des terroristes, voire leur militarisation. Quand, dans les années 1980, ceux-ci utilisaient un armement disparate, datant souvent de la seconde guerre mondiale, la prolifération en Europe des armes de guerre (en particulier les fusils d'assaut) augmente en proportion directe avec la létalité potentielle des attentats.

La militarisation perceptible des terroristes, recommandée par les réseaux djihadistes, exige des adaptations qui, comme toujours, pourraient contrevenir en plein aux libertés publiques et élargissent grandement la focale de la lutte antiterroriste.

Les djihadistes qui débutent en Syrie font tous la même chose : des patrouilles et de la surveillance de checkpoints (les *ribat*) avec munitions, arme et gilet tactique. Si les gilets pare-balles sont achetés, comme les armes, sur des marchés parallèles illégaux, les gilets tactiques, eux, ainsi que le matériel " paramilitaire " (chaussures, treillis, etc.), sont achetés dans les magasins dits " de surplus militaires ".

Devrait-on aller jusqu'à une obligation de déclaration d'achat qui permettrait par recoupements de voir qui achète quoi ? Les pratiquants du paintball y trouveraient à redire quand les policiers y verraient une source d'informations exploitable. Nous voyons ici, une fois de plus, les implications concrètes du terrorisme sur nos libertés et notre sécurité.

Par Jean-Luc Marret

II - Les réponses proposées

Tuer

TunisieTerrorisme
Publié le 29-03-2015 Modifié le 29-03-2015 à 21:53
Le chef d'Aqmi en Tunisie tué par les forces armées
Par RFI

Un policier devant le musée du Bardo à Tunis, ici le 19 mars 2015, le lendemain de l'attentat. Tunis attribue cet attentat à la brigade tunisienne d'Aqmi.REUTERS/Anis Mili

Des milliers de personnes ont défilé dans les rues de la capitale pour dire non au terrorisme. Parallèlement à cette marche, l'enquête sur l'attentat du Bardo se poursuit. Un responsable du ministère de l'Intérieur a indiqué dimanche 29 mars que neuf islamistes avaient été tués par les forces tunisiennes dans le gouvernorat de Gafsa, dans le sud du pays. Parmi elles, Loqman Abou Sakhr, chef de la brigade tunisienne d'Aqmi.

Ces neuf personnes sont fichées comme étant parmi les plus dangereux terroristes du pays. Parmi elles, on retrouve l'un des plus recherchés de Tunisie : Loqman Abou Sakhr. Le Premier ministre tunisien **Habib Essid** a confirmé sa mort ce dimanche. Ce combattant d'une trentaine d'années était l'émir de la brigade tunisienne d'Aqmi (al-Qaïda au Maghreb islamique) baptisée Okba ibn Nafa du nom du fondateur de la mosquée de Kairouan, chef militaire et propagateur de l'islam au VIIème siècle.

Avec huit autres jihadistes, Loqman Abou Sakhr a été tué dans une zone montagneuse du gouvernorat de Gafsa, dans le sud de la Tunisie, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière algérienne. Depuis plus de deux ans, sa brigade inflige des dizaines de morts à l'armée tunisienne avec des mines artisanales, des accrochages et parfois des opérations spectaculaires en ville comme le mitraillage de la maison du ministre de l'Intérieur à Kasserine ou l'égorgement d'une dizaine de soldats sur le mont Chambi, à la frontière algérienne, en juillet 2013. Okba ibn Nafa compte une soixantaine de combattants.

C'est d'ailleurs à cette brigade d'Aqmi que Tunis attribue la responsabilité de **l'attentat du musée du Bardo** qui a fait vingt-deux morts dont quatre Français. Et pourtant cet attentat a été revendiqué par le groupe Etat islamique et jusqu'à maintenant Aqmi s'est toujours attaqué à des cibles sécuritaires et non civiles en Tunisie. Mais Tunis présente Loqman Abou Sakhr comme le cerveau de l'attentat du Bardo.

FranceMarocmédiasJustice
Publié le 30-08-2015 Modifié le 30-08-2015 à 14:10

Policiers tunisiens à l'entrée du musée du Bardo, à Tunis, le 19 mars.

En Tunisie, le nouveau projet de loi de lutte antiterroriste du gouvernement tunisien inquiète les ONG de défense des droits humains. Le projet de loi de 2014 avait été mis de côté au moment des élections générales. Depuis l'attentat contre le musée du Bardo, les parlementaires entendent mener à bien un nouveau projet de loi pour renforcer la lutte antiterroriste.

Pour **Human Rights Watch**, ce texte autoriserait la garde à vue prolongée et affaiblirait les garanties judiciaires **des personnes inculpées d'acte terroriste**. Il lèverait également le moratoire sur la peine de mort, comme s'en inquiète Amna Guellali, chercheuse pour l'ONG à Tunis : « *En Tunisie, il y a un moratoire sur la peine de mort. Donc les juges peuvent condamner les personnes à une peine de mort, mais cette peine n'est pas exécutée. Ce moratoire existe depuis 1991. Donc ici, la réintroduction de la peine de mort dans le nouveau projet peut donner lieu effectivement à une application de ces peines. Et ça peut représenter un recul par rapport à ce qui existait avant en Tunisie* ».

Pour Amna Guellali, il est important que le Parlement garde à l'esprit que le débat sur le projet de loi doit rester rationnel et ne doit pas être **influencé par l'émotion engendrée par les attentats** : « *Il est très important que le Parlement examine sereinement cette nouvelle loi et qu'il ne prenne pas des décisions hâtives, dictées par des questions politiques ou par la réactivité par rapport à l'événement parce que cela, finalement, ne serait que contreproductif et ne ferait qu'affaiblir encore plus la possibilité pour le système de lutter contre le crime terroriste* ».

Torturer

Conseils techniques pour torturer un islamiste suspecté de terrorisme

Numéro 102

« Interroger KSM »

Interrogating KSM
Washington Times (États-Unis)

Jack Wheeler est rédacteur du site ToThePointNews.com. Il est président-fondateur de la Freedom Research Foundation, un association qui servit de couverture à la CIA pour recruter des mercenaires et soutenir des guérillas anti-communistes dans les années 80. Wheeler, qui collabore de longue date avec le groupe Moon, est souvent présenté comme l'inspirateur de la « doctrine Reagan » de harcèlement de l'URSS. Il a dispensé des cours de torture à l'attention de militaires sud-américains à l'École des Amériques.

Il faut que Khaled Sheikh Mohammed (KSM), le dirigeant d' Al Qaïda arrêté ce week-end, se mette vite à table.
En 1995, la police des Philippines avait arrêté un membre d'Al Qaïda. Grâce à des techniques de tortures à l'ancienne (comme les brûlures de cigarettes sur les testicules) elle avait réussi, au bout de deux semaines, à lui faire avouer un complot visant à détourner onze avions. La torture était justifiée puisqu'elle a permis de sauver des centaines ou des milliers de vies. Il nous faut également torturer KSM pour qu'il parle en quelques heures ou jours et pas en quelques semaines, mais comment ?
Il ne faut pas utiliser de sérums de vérité qui troublent l'esprit. Il faut utiliser un détecteur de mensonge par encéphalogramme. Il faut ensuite lui injecter

du SCC, une drogue paralysante utilisée comme anesthésiant vétérinaire et qui affecte le système musculaire, le bloquant, tout en laissant KSM conscient. Il ne pourra plus respirer car sa cage thoracique sera endormie, il faut donc le mettre sous respirateur nasal afin qu'il puisse continuer de parler. Ensuite, il faut l'interroger et couper le respirateur quand il ment. Vu l'horreur du sentiment d'étouffement, il parlera vite.
Ensuite, il faudra le prévenir qu'il sera exécuté, que son corps sera enduit de graisse de porc et que son cadavre sera manipulé par des femmes afin qu'il sache qu'il ne pourra pas aller au paradis selon sa religion. Après sa mort, nous incinèrerons son corps et répandront les cendres dans le vent.
Il faut terroriser les terroristes en leur faisant comprendre que leurs camarades arrêtés les trahiront et qu'ils sont condamnés à l'enfer. Ainsi, il abandonneront leur Jihad maléfique.

Écouter et Rééduquer

« la quête existentielle » des terroristes français est-elle une manière de dire qu'il n'y a pas chez eux de projet politique ou de structuration idéologique ?

L'un n'exclut pas l'autre. Il y a une quête existentielle de jeunes en recherche d'aventure – le syndrome : je veux être un super-héros – et puis il y a un référentiel islamique. Daech combine les deux. Un exemple : sur les pages Facebook de deux Portugais de Paris qui sont partis en Syrie il y a quelques mois, il y avait, chez l'un, Ray-Ban et boîte de nuit, et chez l'autre, une sourate du Coran. Mais ils sont partis ensemble. Leur point commun est une forme de marginalisation psychologique. Ils n'ont pas nécessairement de problèmes d'argent, mais ils se situent en rupture avec la société et s'enferment : ils découvrent ou redécouvrent l'islam sur Internet ou en prison et se fabriquent leurs propres croyances et pratiques. C'est ce que permet le salafisme.

Pourquoi les centres de rééducation pour islamistes radicaux sont une mauvaise idée ?

Belgique : un chercheur sur la trace des djihadistes

Montasser Alde'emeh s'est rendu en Syrie avant de créer un centre d'accompagnement à Malines

Jeune adolescent, il était, dit-il au *Monde, " assoiffé par la haine et la vengeance " ;* vingt ans plus tard, il présente une thèse de doctorat pour comprendre les jeunes qui ont emprunté un chemin auquel il a renoncé : celui du combat contre l'Occident.

Fils de réfugiés palestiniens chassés d'Haïfa vers la Jordanie avant de trouver refuge en Belgique, Montasser Alde'emeh, barbe courte et verbe haut, consacre son temps et son énergie à étudier le glissement vers l'extrémisme violent de jeunes musulmans belges. Et il est l'un des rares chercheurs à avoir pu se rendre en Syrie pour partager le quotidien de jeunes combattants. *" J'avais des atouts. Je suis palestinien, et ceux-ci sont généralement acceptés par les djihadistes. J'appartiens à la même génération qu'eux, je parle quatre langues, dont l'arabe et plusieurs de ses dialectes. Enfin, je connaissais la filière qui pouvait me faire passer en Syrie, via la Turquie ",* explique-t-il.

Il a, au départ, été invité, via Facebook, par l'un des jeunes combattants proches du groupe Sharia4Belgium, dont le chef et plusieurs membres ont été lourdement condamnés par la justice belge il y a quelques mois. Le professeur Tom Sauer, qui supervise la thèse de M. Alde'emeh à l'université d'Anvers, a bien tenté de le dissuader, sans succès. *" Je veux comprendre plutôt que condamner d'office,* affirme M. Alde'emeh, *et je ne pouvais imaginer que mon travail ne soit pas complété par une étude spécifique sur le terrain. "*

La principale leçon de ce voyage, qui ne l'aura pas mené jusqu'à Alep – la destination initiale qu'on lui avait indiquée – , mais à Atareb, Rif et Urem Al-Kubra, où on lui donnera une chambre ? *" Il n'y a pas de profil type de l'Européen parti combattre. "*

Les hommes et les femmes qu'il a rencontrés, affiliés pour la plupart au Front Al-Nosra, sont pratiquants ou non pratiquants, convertis ou non, issus ou non de familles brisées. Certains sont formés, d'autres ont un passé de délinquant. Certains sont là pour vivre une aventure, d'autres pour mourir en martyrs.

S'il faut leur trouver un point commun, c'est un parcours de désillusions et de frustrations. *" J'espère que tu vas rester. Je ne pense pas que tu as une villa et une piscine à Bruxelles. Ici, nous avons tous les avantages du djihad et nous sommes libres ",* lui dira l'un d'eux, un Néerlandais. D'autres aussi vont apparaître au chercheur comme *" heureux et soulagés, reliés par un idéal, libérés de leurs déceptions et de leurs débats sans fin sur l'intégration "*.

Beaucoup expriment leurs critiques du capitalisme, du monde occidental " dépravé " qui entraînent d'innombrables dépendances et oppriment les musulmans, des médias qui manipuleraient. Ils veulent retrouver l'âge d'or de l'islam, et la violence va, croient-ils, les y mener.

" Oreille attentive "

Avant de conclure son doctorat, le jeune chercheur de 26 ans a rédigé un livre (*Pourquoi nous sommes tous des djihadistes,* éd. Jourdain-La Boîte à Pandore, 278 p., 18,90 euros) et, fort de son expérience syrienne, il vient de créer, à Malines, un centre baptisé " De Weg Naar " (" le chemin vers "). Un *" lieu de connaissance, de recherche et d'accompagnement "*, selon sa définition, qu'il préfère à celle de " centre de déradicalisation ". Son but est pourtant de détourner des jeunes de l'extrémisme violent. Et d'aider les familles de ceux qui sont déjà partis, des parents souvent livrés à eux-mêmes une fois le travail policier achevé, déplore M. Alde'emeh.

Une mère, dont deux fils sont morts et le troisième toujours en Syrie, dit n'avoir jamais reçu d'écoute de l'Etat. *" Notre famille n'est pas en faute, celle qui souffre le plus, c'est leur mère ",* explique cette Marocaine qui vit en Flandre. *" Les jeunes qui partent n'informent quasiment jamais leurs parents, cela ne pourrait qu'affaiblir leur résolution "*, explique M. Alde'emeh. Des familles ont lu son livre et l'appellent : *" Elles savent ou comprennent d'emblée que je ne peux rien faire, ou très peu, pour leur enfant, mais que je peux leur prêter une oreille attentive. "*

Il pense que la psychologie et l'anthropologie, et plus largement la diffusion de la connaissance sur le véritable islam, peuvent aider à empêcher d'autres départs. *" Il faut contrer l'image romantique du califat diffusée par les extrémistes, mais aussi faire en sorte que ces jeunes acceptent leur identité dans notre société et qu'on apprenne à les connaître "*, plaide l'universitaire.

M. Alde'emeh devrait donner une trentaine de conférences cette année, et deux villes des Pays-Bas le sollicitent. *" En Belgique et ailleurs, les politiques parlent beaucoup, mais, en réalité, font peu de chose,* estime-t-il. *Or, nous vivons un moment-clé, l'un de ceux où l'histoire peut basculer : nous commettons une autre erreur en croyant que tous ceux qui ont des sympathies pour l'Etat islamiquepartent en Syrie. Des centaines, ou quelques milliers d'entre eux, sont ici et pourraient être tentés, un jour, de passer à l'acte. "*

Montasser Alde'emeh ne peut cacher son pessimisme quant à l'avenir proche. *" Avec des pays arabes qui tardent à prendre leur population au sérieux, un conflit israélo-palestinien enlisé, une situation qui, en Syrie, me semble exclure toute possibilité de pardon et des opinions occidentales coincées entre des extrémismes de tout bord qui s'autoalimentent, je crains que l'EI conserve un fort pouvoir d'attraction. Il faut vraiment que chacun travaille au mieux, à son niveau, pour réduire les risques ",* conclut-il.

Jean-Pierre Stroobants

Mohammed Benhammou : « La plupart des Marocains qui reviennent du jihad avec l'EI disent avoir été dupés »

14 avril 2015 à 14h19 — Mis à jour le 14 avril 2015 à 15h19

Par Nadia Lamlili

@nadialamlili

Pour l'universitaire Mohammed Benhammou, président du Centre marocain des études stratégiques et spécialiste du terrorisme et des questions de sécurité, les recrues de l'État islamique ont des motivations et des profils très différents.

Jeune Afrique : Comment expliquer l'augmentation des démantèlements de cellules jihadistes au Maroc ?

Mohammed Benhammou : Depuis les attentats de Casablanca de 2003, le Maroc mène une politique préventive en matière de lutte contre le terrorisme. Ses services se sont adaptés à cette menace et se sont formés pour mieux comprendre le mode d'organisation des terroristes. De plus, depuis quatre ans, les atrocités commises par Bachar al-Assad contre son peuple ont eu un impact médiatique important et ont accéléré la migration de plus d'un millier de jeunes d'horizons divers vers l'État islamique (EI).

Pourquoi l'EI séduit-il ces jeunes ?

Quand ils se sont soulevés au moment du Printemps arabe, les jeunes du Maghreb demandaient la dignité, la liberté et le pain. Mais leur rêve a été récupéré par d'autres [les islamistes] à cause de la mauvaise gestion des transitions politiques. Puis la guerre en Syrie a réveillé le sentiment d'injustice qui sommeillait en eux et l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi leur a proposé de ressusciter leur combat avorté, en leur faisant miroiter un idéal de dignité pour les musulmans.

Peut-on dresser le portrait-robot de ces Marocains qui partent ?

Chaque profil est un cas à part mais ils sont tous en situation de vulnérabilité. Certains sont partis juste à titre humanitaire pour sauver les enfants syriens. D'autres ont été enrôlés par leurs amis ou leurs familles et, une fois sur place, chacun a rejoint une faction différente. Ils se sont donc retrouvés à s'entre-tuer alors que leur objectif commun était de combattre Bachar al-Assad. Et il y a ceux qui se voyaient en "Che Guevara", rêvant de révolutions et de kalachnikovs, et qui se sont retrouvés à éplucher les pommes de terre ou à servir de chair à canon. Globalement, on voit émerger une nouvelle génération

de jihadistes, âgés de 20 à 34 ans, dont de plus en plus de femmes, mais qui reste encadrée par les anciennes générations de combattants.

Connaît-on ceux qui reviennent ?

Sur les 1 355 Marocains partis faire le jihad, 156 sont revenus. Ils sont actuellement aux mains de la justice. La plupart se posent en victime et disent avoir été dupés.

Pourquoi le Nord est-il la région du pays qui pourvoit le plus de jihadistes ?

Cette région, connue pour son conservatisme religieux et qui a été longtemps exclue du développement, était prédisposée. Et lorsqu'un jeune rejoint l'EI, on lui demande, comme gage de sincérité, de recruter cinq proches. Logiquement, il les coopte parmi les membres de sa région.

Contrôle judiciaire

Des jihadistes d'origine tunisienne demandent à revenir au pays

Par RFI

Selon l'ONU, environ 4000 jihadistes tunisiens combattraient actuellement aux côtés du groupe Etat islamique en Syrie ou en Irak. ALBARAKA NEWS / AFP

La Tunisie est connue pour être le premier exportateur mondial de jihadistes en Syrie et en Irak. Désormais certains d'entre eux font savoir leur désir de rentrer au pays en contactant directement les autorités consulaires en Turquie. C'est ce que vient d'annoncer le ministère tunisien des Affaires étrangères.

C'est un communiqué du ministère tunisien des Affaires étrangères qui l'annonce : des jihadistes tunisiens en Syrie ont contacté leur consulat à Istambul pour revenir dans leur pays. Le ministre Taïeb Baccouche dément toute volonté de Tunis de négocier avec eux, mais précise que certains de ces combattants ont exprimé d'eux-mêmes le désir de rentrer.

Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 5OO tunisiens seraient déjà revenus en Tunisie. Tandis que 3 000 seraient encore en Syrie ou en Irak, **peut être même 4000 selon un récent rapport d'experts de l'ONU**. Pour 11 millions d'habitants, ces chiffres font de la Tunisie le pays le plus touché au monde par ce phénomène en nombre, mais aussi en proportion de sa population.

Au retour, tous ne sont pas emprisonnés, mais au minimum soumis à un strict contrôle judiciaire. Dans son communiqué, Tunis ne précise pas si ces vétérans du jihad faisant volontairement la démarche de se rendre aux autorités, bénéficient ou non d'un traitement particulier. Beaucoup d'autres pays sont confrontés également à ces retours volontaires à commencer par la France: environ 270 jihadistes français ont quitté la Syrie certains en se rendant directement au consulat de France à Istanbul.

TunisieDroits de l'hommeTerrorisme
Publié le 10-04-2015